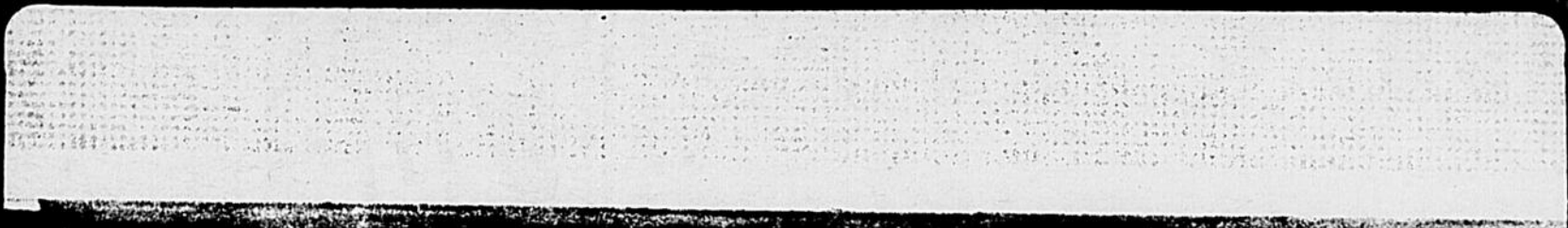


# Volume 58

DU QUARTIER LATIN, 2 FEVRIER 1976, NO. 18



**LE CAMPUS A L'HEURE  
DES NEGOCIATIONS.**

LES NEGOCIATIONS A L'U. DE M..... PP. 6 et 7.  
LA MAISON DU RECTEUR: REACTIONS..... P 12.  
DOSSIER PORTUGAL: 1ere PARTIE.....PP 4 et 5.  
UN SHOW DU CAFE-CAMPUS..... P 2.



# LES INTERETS ETUDIANTS

Certains affirment qu'il n'y a pas d'intérêts communs chez les étudiants, d'autres soutiennent qu'il y en a. Les premiers en rapport avec une analyse de classe des étudiants, les seconds à l'aide d'une observation empirique dénué d'analyse de classe, arrivent à deux conceptions qui s'affrontent continuellement.

L'université reproduit les classes sociales et l'idéologie dominante bourgeoise en système capitaliste. Les étudiants en tant que groupe, ne sont ni une classe sociale en soi, ni un groupe hétérogène qui est au-dessus des classes sociales, hors circuit, comme le laisse entendre l'analyse qui se limite aux origines de classe et aux destinations de classe. Les étudiants occupent une fonction précise dans la société; celle d'être la relève sociale en formation. Pendant qu'ils sont aux études, nonobstant leur origine de classe sociale ou leur destination, ils sont membres objectifs d'une des deux principales classes sociales de la société capitaliste; la bourgeoisie ou le prolétariat. C'est par l'analyse scientifique du type de formation que reçoit cette relève sociale, celle du futur bourgeois ou celle du futur prolétaire, que l'on peut déterminer à quelles classes ils appartiennent.

Lors des discussions d'un des ateliers du congrès des étudiants en science politique, organisé par leur syndicat [SESP], la question des intérêts étudiants fut abordée. En fait, cette question revient sans cesse au cours de chaque discussion sur l'or-

ganisation ou la formulation de revendications étudiantes. Même si les étudiants appartiennent à des classes sociales différentes, et que fondamentalement leurs intérêts sont différents, peuvent-ils avoir à un niveau des intérêts communs?

Une compréhension des plus mécaniques de la lutte des classes répondra que non. Et sur cette prémisse argumentera qu'il ne peut y avoir d'organisation commune de défense des intérêts étudiants, en raison de la contradiction fondamentale qui existe entre les étudiants membres de différentes classes sociales.

Pourtant la réalité est tout autre. Les étudiants ont mené des luttes communes, et ils en mènent encore, ils ont bâti des organisations de défense de leurs intérêts. Ils s'organisent et se mobilisent de par le monde pour la défense de ces intérêts.

Peut-il donc y avoir des intérêts qui ne sont pas des intérêts de classe? A l'atelier du congrès du SESP deux exemples ont été amenés pour éclaircir le débat sur cette question; celui des femmes et celui des usagers d'hôpitaux. Dans le premier exemple sur la question des femmes, celles-ci ne constituent pas une classe sociale, elles n'ont pas d'intérêts de classe communs, mais pourtant à un certain niveau elle peuvent avoir des intérêts communs. La libération de la femme pour une bourgeoise n'a pas le même contenu ni la même portée historique que celle de la femme prolétarienne, mais les deux peuvent mener des luttes communes, par exemple la

lutte pour la planification des naissances. Dans le second exemple, celui sur la question des usagers d'hôpitaux, ceux-ci n'ont pas d'intérêts de classe communs, ils sont membres de classes sociales différentes. Ils ont cependant certains intérêts communs, dont celui de l'amélioration des services de santé. Ils ont même à certains moments donnés construit des organisations de défense de ces intérêts, quoique ces organisations ne se sont pas développées [L'association des usagers de l'hôpital du Sacré-Coeur par exemple].

Il ne peut y avoir à mon sens des intérêts qui ne soient pas des intérêts de classe. Tous les gens ont des intérêts qui se rattachent généralement aux intérêts de la classe à laquelle ils appartiennent. Mais ces intérêts ne sont pas nécessairement antagonistes en tout moment historique.

En effet, de par la nature du développement du capitalisme, certaines couches populaires, dont une partie de la petite bourgeoisie, deviennent les alliées objectives du prolétariat dans sa lutte pour le renversement du capitalisme. Les contradictions de classe qui existent entre ces couches et le prolétariat s'atténuent au point de devenir secondaires, non-antagonistes, et peuvent se résoudre par le débat démocratique et la persuasion.

De même les femmes de par la nature de leur oppression particulière, ont intérêt à mener certaines luttes communes, de même les usagers d'hôpitaux de par la détérioration des services de santé au profit des dons de l'Etat à l'en-

treprise privée, ont intérêt à mener des luttes communes, de même les étudiants ont intérêt à s'organiser sur la base de la défense de leurs intérêts communs, pour mener des luttes contre leur ennemi commun.

Il est d'autant plus impérieux de poser cette question de l'organisation étudiante sur la base de la défense de leurs intérêts communs, parce que d'une part la situation actuelle laisse facilement prévoir une accentuation de la crise capitaliste et de nouvelles attaques de la bourgeoisie, et que de l'autre, il est des plus absurde de penser qu'une couche sociale apportera un soutien à la lutte pour le socialisme sur une base d'intérêts qui ne sont pas les siens.

Les intérêts communs des étudiants se retrouvent à tous les niveaux. Au niveau politique la grande majorité des étudiants a intérêt à lutter contre les politiques de l'Etat bourgeois en matière de législations anti-populaires et anti-prolétariennes, au profit des monopoles, telle la loi Trudeau sur le gel des salaires. Ou encore à lutter contre la hausse des billets de la CTCUM. Au niveau strictement économique, les étudiants ont intérêt à lutter pour l'abolition des frais de scolarité, contre les politiques de rentabilisation des cafétérias, contre les coupures de budget qui détériorent les conditions de l'étude, etc. Et au niveau culturel, les étudiants ont intérêt à lutter contre la forme et le contenu des cours, pour l'ouverture de l'université à la réalité, etc.

A plus long terme, et c'est là en définitive que se précise davantage le niveau politique, c'est

de voir en quoi la racine des maux est le capitalisme lui-même, et que ce n'est pas en menant des luttes strictement économiques, ou strictement culturelles, luttes qui n'attaquent que de biais la racine et qui doivent se renouveler périodiquement, que l'on solutionne les problèmes, mais bien par la lutte globale pour le renversement du capitalisme.

Pour mener à bien la lutte au niveau politique il importe avant tout d'en tracer les grandes perspectives, et de tenir compte de la réalité objective, pour finalement voir comment à partir de cette réalité des luttes qui s'y mènent et de celles qui devraient s'y mener, on peut développer une conscience politique.

C'est à partir des problèmes concrets qui concernent les gens que se développe cette conscience politique, et non à partir d'une "avant-garde" auto-proclamée, coupée des masses. Ici à l'université de Montréal, ce ne sont pas les problèmes concrets qui manquent. Songeons par exemple à la lutte des employés qui s'annonce, comment cette lutte se développe, en quoi elle concerne directement les étudiants, et en quoi ceux-ci ont intérêt à la soutenir.

Les étudiants ont non seulement des intérêts communs entre eux, mais aussi avec la majorité de la population. Sur une base de compréhension et de défense de ces intérêts, se développe, par le travail des étudiants les plus avancés, les étudiants progressistes, la participation active des étudiants dans les luttes qui se déroulent dans la société.

# LE PORTUGAL :

1ère Partie: Le 25 avril 1974  
INTRODUCTION

Après 48 ans de dictature, le Portugal devient le point de mire des forces progressistes et révolutionnaires de ce monde et la marmite suchauffée pour les idéologues et les dirigeants du camp capitaliste. Suite aux premières heures du Coup d'Etat du 25 avril 1974, du renversement du régime fasciste de Caetano, le Portugal a changé: le mouvement de masses ouvrières et populaires progresse, l'armée s'accapare une place sur l'échiquier politique, la droite se fait discrète; elle se cache derrière des partis à "étiquettes progressistes", un nouvel ennemi du prolétariat profite de la confusion politique de la société portugaise pour installer les bases de son influence: le soi-disant Parti "Communiste" Portugais, etc. Mais, que se passe-t-il au Portugal et pourquoi une longue tradition de dictature, vieille de 48 ans, a été balayé du pays et ceci sans aucune violence? Un oeillet rouge a fleuri... si un oeillet a fleuri [il n'est pas encore rouge], il n'a pas fleuri dans la tête des philosophes ou de politologues, mais il a plutôt fleuri grâce à une situation politique et économique en crise, d'un prolétariat en lutte et d'une armée usée par la guerre populaire en Afrique.

## LES CAUSES DU 25 AVRIL

Le Portugal, ce petit pays de 8,590,00 h. est entouré de la grande Espagne fasciste de Franco, ainsi géographiquement, il est isolé du reste de l'Europe. Possédant un empire colonial (Macao 174,000h., Timor [451,000h.], Angola [1,246,000h.], Mozambique [6,872,000h.], le Portugal ne peut prétendre à des relations amicales avec la bourgeoisie démocratique de la grande Europe. Et puis, malgré sa soi-disante neutralité politique pendant la 2ème guerre mondiale, le régime fasciste de Salazar n'était-il pas plus près d'Hitler que des "pays démocratiques"? Ce régime fasciste installé au pouvoir en juillet 1932 a sous l'Uniao Nacio-



nal, seul parti autorisé et légal au Portugal, marginalisé et isolé le Portugal, pendant de longues années, sur le plan politique et le plan économique.

Cet isolement du Portugal n'aide pas la piètre situation économique de ce pays. Le Portugal subit une crise dans le secteur de l'agriculture, il est pauvre en matières premières et en ressources énergétiques [par ses ressources intérieures, il ne peut combler que 1/3 de ses besoins en énergie], il

doit s'adapter à l'industrialisation et à l'internationalisation d'une bonne partie du capital portugais, il doit maintenir une économie de guerre, en plus d'avoir un niveau de vie très peu élevé [le plus bas d'Europe]. Finalement, l'anachronisme de ses institutions, sa politique coloniale et son retard économique font du Portugal un petit pays épuisé, près de la crise. Quand l'économie était de type rural, avant les années 60, seule la dictature pouvait cimenter le système portugais afin d'éviter la

crise, mais avec l'industrialisation du Portugal, le capital moderne n'a pas besoin d'une situation coloniale et d'un régime fasciste pour maintenir son exploitation.

Les colonies d'Afrique ou plutôt les provinces d'outre-mer [car pendant le régime fasciste de Salazar, il était défendu de prononcer le mot colonie] étaient une "bonne vache à lait" pour le Portugal et permettait de compenser l'isolement politique et économique du régime. Par exemple, les richesses minières du Portugal provenaient

de ses colonies [fer, diamant, or, bauxite, manganèse, uranium etc.]. Ainsi, face au mouvement de décolonisation et face à la révolte grandissante de ses colonies [guérilla en 1961 en Angola, 1963 au Mozambique et en Guinée] le régime fasciste de Salazar, le 24 juin 1963, vote la loi organique d'outre-mer afin d'intégrer toutes les colonies au Portugal, mais il était trop tard... Finalement, le Portugal est obligé d'assumer seul une guerre coloniale pénible et coûteuse, par exemple, au début de 74, le gouvernement consacre plus de la moitié de son budget à l'armée. En plus, cette guerre coloniale entrave le développement de plusieurs compagnies portugaises dans les colonies qui commencent à trouver que cette guerre coûte un peu trop cher.

Face à cela, le Portugal est obligé en 1965 d'ouvrir ses portes et celles des colonies au capital étranger afin d'éviter une crise économique due au coût de la guerre coloniale. De 1969 à 1971, le capital étranger représente 66% du capital total investi. En plus de profiter des avantages offerts par le gouvernement, le capital étranger peut profiter d'une main-d'oeuvre à bon marché [Environ de \$16 à \$23 pour une semaine de 45 heures]. Cette entrée du capital étranger divisera la bourgeoisie nationale portugaise en deux fractions; la fraction fasciste qui a des intérêts directs dans les colonies et la fraction libérale qui peut être associée au capital étranger et qui préfère le néo-colonialisme au colonialisme.

A l'intérieur de cette république unitaire et corporatiste qu'est le Portugal, la situation économique n'est pas des plus faciles. L'inflation était de 11% en 1970 et de 30% en mars 1974, les produits provenant des colonies ont diminué considérablement, la guerre coloniale dure depuis 13 ans. La crise dans l'agriculture est due au service militaire [exil de 4 ans des jeunes]; à



# UN OEILLET "ROUGE" FLEURIT!

l'urbanisation du Portugal et à l'émigration massive des portugais [plus de 1 3 de la population portugaise a émigré, soit 2,400,000h. dont 138,000h. au Canada]. En juillet 74, le salaire d'un travailleur rural était de 160 escudos [\$4.25] pour 8 heures de travail et de 120 escudos [\$4.10] pour une travailleuse. Dans l'industrie, en plus du retard technologique, il y a un manque de main-d'oeuvre. En 1970, la classe ouvrière portugaise était plus importante à l'étranger qu'au Portugal. Ainsi, on peut se rendre compte, que le régime fasciste de Caetano nuisait au développement économique du Portugal, il ne pouvait continuer à être un obstacle de ce développement.

Malgré, la répression du régime fasciste de Caetano pour éliminer ou encore neutraliser l'opposition, le mouvement de mécontentements prend forme vers les années 70. Ce mouvement a un appui populaire dans ce pays où l'analphabétisme atteint une grande partie de la population et où la pauvreté est de mise. Ainsi, le vent tourne au Portugal, le peuple parle, il ne désire plus subir les effets de la crise. Des actions antifascistes, des mouvements de résistance anticoloniale se forme au sein de l'armée, plusieurs grèves ouvrières éclatent, etc. De janvier à avril 1974, il y a eu 53 grèves au Portugal, le mouvement de masses ouvrières et populaires est combatif, mais, ses revendications ne sont, pour l'instant, qu'économiques.

Le 25 avril 1974, le Coup d'Etat des forces armées a lieu. Euphorie dans le peuple, le régime fasciste de Caetano est balayé du revers de la main, sans aucun recours à la violence. L'oeillet fleurit, le peuple fête la défaite du régime fasciste. L'espoir d'une société nouvelle apparaît, il manifeste cet espoir. Voici les causes du Coup d'Etat du 25 avril:

1. Le développement du mouvement de masses ouvrières et populaires



Face à l'atrocité de la guerre et à la pénurie de main-d'oeuvre, ce mouvement depuis 1970 a pu rapporter des victoires, ce qui a eu pour effet de consolider le mouvement et d'étendre les revendications des masses.

2. La guerre coloniale  
Après 13 années de guerre coloniale, le moral est très bas dans les forces armées. Face à l'atrocité de la guerre, il y a plus de 100,000 déserteurs, un manque de discipline, des actes collectifs de désobéissance. En

plus, à cause du manque de personnel, les étudiants ont des idées un peu plus libérales que leurs aînés. Sans compter, le mécontentement général et plus particulièrement des cadres vis-à-vis la guerre. Dès lors, les officiers commencent à croire, après 13 ans de combat, que seule une solution politique peut régler cette sale guerre

3. La division de la bourgeoisie  
La fraction fasciste de la bourgeoisie ne peut plus maintenir le pouvoir politi-

que. Il y a disproportion entre la fraction libérale qui détient maintenant le pouvoir économique au Portugal ainsi que les solutions économiques à la crise, et la fraction fasciste. De larges secteurs de la bourgeoisie sont donc insatisfaits du gouvernement, ils ont intérêt à renverser le régime fasciste pour établir une démocratie bourgeoise.

Le Coup d'Etat du Mouvement des Forces Armées n'avait pas des objectifs révolutionnaires, il avait sur-

tout pour but de sortir la bourgeoisie de la crise. Le système capitalisme au Portugal était en crise, la fraction libérale de la bourgeoisie, celle qui détenait le pouvoir économique ne pouvait obtenir le pouvoir politique [à cause de la crise, elle était trop faible pour financer un coup d'éclat et, en plus, elle ne pouvait risquer d'affronter l'appareil de répression de l'Etat] et ainsi réajuster les politiques gouvernementales à ses propres intérêts. Face à cela, l'armée s'est substituée à cette bourgeoisie pour maintenir le pouvoir politique et aussi afin de revaloriser son rôle dans la société portugaise. Ironie du sort, Spínola premier chef du gouvernement MFA est un fasciste, un ancien partisan d'Hitler et de Franco, ce fasciste sera le représentant des intérêts de ces monopoles au sein du MFA. Mais, face au mouvement de libéralisation du système politique portugais, une variable incontrôlable par la bourgeoisie a surgit; le mouvement de masses.

Avant le 25 avril, ce mouvement se développait par le biais de revendications économiques mais depuis ce mouvement n'a cessé de progresser et une bonne partie de ce mouvement ouvrier se mobilise sur des revendications politiques. Cette force éclatante du mouvement de masses ouvrières et populaires a obligé la fraction libérale et majoritaire du MFA à reculer provisoirement pour donner la parole à la fraction un peu plus progressiste du MFA. Question de stratégie... Les héros du 25 avril dépassés par les événements sont, aujourd'hui, tous en dehors du Portugal.



LA SEMAINE PROCHAINE  
21ème PARTIE:  
LES FORCES  
EN PRESENCE

# La lutte des employés de l'U de M

Au moment de la présente parution, nous savons que le Comité d'action des employés de l'U de M a déclenché une grève-surprise de douze ou vingt-quatre heures, selon la volonté de l'assemblée générale respective, afin de perturber la marche des activités de l'Université pour forcer le rythme des négociations en cours depuis le 4 juillet '75. En effet, c'est depuis le début de juillet de l'année dernière que le "Comité de négociation-campus", composé de représentants des cinq syndicats que l'on retrouve à l'Université [syndicats affiliés soit à la C.S.N. [bibliothèque] ou à la F.T.O. [bureaux, métiers, techniciens], a déposé, conformément à l'article 40 du Code du travail, ses projets de convention collective. La partie patronale n'avait pas intérêt à faire avancer les négociations puisque, durant l'été, l'Université fonctionne au ralenti, vu le nombre restreint d'étudiants.

En septembre, quelques mobilisations de masse sur le campus et des moyens d'action limités pour entraver la "bonne marche de l'Université" ont contribué à faire bouger quelque peu la partie patronale. Cependant, plusieurs mois plus tard [nous sommes en janvier '76, aucune contre-proposition, pour ce qui est des salaires et de nos demandes sectorielles [primes, vacances, congé de maternité, etc.], ne nous est parvenue bien que le dépôt de nos revendications remonte à juillet '75 [demandes sectorielles]. Quant à nos demandes salariales elles furent déposées en décembre, tout comme notre projet d'évaluation "métier" et nos demandes d'amendement au plan d'évaluation "bureau et carrière". Certains textes nous ont été remis en rapport avec le plan d'évaluation "bureau et carrière" [on ne décèle aucun changement notable dans les mesures disciplinaires en application à l'U de M] et nous avons fait face à

un refus de négocier un plan d'évaluation "métier". Les principaux enjeux de la négociation, les luttes à mener

Les demandes d'évaluation générale peuvent ressembler à des points techniques tels qu'on en retrouve dans toute convention collective et que nous pourrions régler dans un rapport de force, jouant autant que possible en notre faveur, avec les patrons de l'U de M. Au contraire, ces demandes s'inscrivent dans un enjeu beaucoup plus global, les négociations s'effectuant à deux tables; d'une part,

les employés de soutien de toutes les universités du Québec, sauf l'université Laval. La table-campus négocie les clauses normatives avec l'U de M [i.e. les activités syndicales, les procédures de grief, etc.]. La table universitaire s'occupe des clauses à incidence monétaire [i.e. les salaires, les congés, etc.] qui se négocient avec le gouvernement et rejoignent les demandes du Front commun intersyndical de la Fonction publique et para-publique [hôpitaux, écoles, etc.]

Les demandes salariales sont depuis longtemps con-

b) rattraper le pouvoir d'achat perdu par l'inflation. c) réduire les écarts entre les hauts et les bas salaires. d) obtenir notre part dans l'accroissement de la richesse collective.

e) protéger notre pouvoir d'achat par de bonnes clauses d'indexation pour les prochaines années.

Or, le gouvernement respecte très peu les objectifs salariaux du Front commun. Il se contente de mystifier la population par l'entremise des médias d'information en publiant différents pourcentages d'augmentation comme 31, 44, 38 ou 26.5%

doit soustraire 17.13% [ou 23.5%], ce qui réduit à bien peu des pourcentages apparemment astronomiques. Egalement, si ces pourcentages étaient effectivement appliqués, tous les travailleurs n'en bénéficieraient pas. Ainsi, dans le secteur "bureau", une secrétaire de direction verrait son salaire augmenter [augmentation réelle] de 19.1%, tandis que la préposée à la cafétéria obtiendrait une augmentation de 10.1%, pour le même nombre d'heures de travail. Dans le secteur "technique et professionnel", on note un écart encore plus grand: les infirmières se voient offrir une augmentation moyenne de 44% [montant forfaitaire inclus] tandis que les techniciens [avec le même niveau de scolarité] reçoivent une offre de 27%. En '74-'75, ces deux catégories de travailleurs recevaient le même salaire.

Le jeu du gouvernement est clair: diviser les travailleurs en se servant des mécanismes de la "loi" de l'offre et de la demande sur le marché de la main d'oeuvre pour créer à l'intérieur du Front commun des groupes plus favorisés que d'autres. C'est un fait notoire que les infirmières désertent actuellement les hôpitaux pour travailler dans l'entreprise privée. Les hommes de métier, de leur côté, sont beaucoup mieux payés sur les chantiers de construction et peuvent lorgner de ce côté. Il faut donc que le gouvernement paie le prix s'il veut que ces groupes demeurent dans la fonction publique et para-publique. Les autres catégories, étant une "denrée" moins rare sur le marché, se voient offrir un salaire plus bas selon la logique des mécanismes de cette "loi" même si les besoins de ces travailleurs sont les mêmes.

Par ailleurs, l'Etat va aussi utiliser le chantage: "Nous sommes incapables de payer plus" ou "si vous ne signez pas avant telle date vous pouvez perdre sur votre rétroactivité"... L'application

des mesures Trudeau [loi C-73] demeure cependant son arme la plus efficace; en effet, la loi prévoit des augmentations salariales de seulement 8% pour la deuxième année et de 6% pour la troisième année, sans clause d'indexation. Encore là, les petits salariés se verraient les plus lésés et les plus démunis en raison de l'application de cette loi. Rappelons que le salaire minimum décent se situe, pour l'Etat, à environ \$127.00 semaine, ce qui est loin de l'objectif du Front commun.

Quant aux clauses normatives, il y aurait long à dire au sujet des accrocs quotidiens des patrons de l'U de M. Nous nous contenterons d'esquisser un portrait global de la détérioration de la qualité des services à l'Université. Cette détérioration découle d'une politique de restrictions budgétaires mise de l'avant par l'Etat dès le début de la crise économique, vers 1969. En effet, au début des années soixante, l'Etat québécois a pris en charge les secteurs de l'éducation et de la santé publique, afin de hausser le niveau de scolarité et les services de santé et servir ainsi les intérêts de la classe possédante. Celle-ci se voyait très avantagée par le fait que l'Etat entrevoyait de financer les services de santé à même les impôts de la classe ouvrière. La santé de la main d'oeuvre étant ainsi assurée, la productivité augmentait au bénéfice des projets capitalistes. La hausse du coût de la vie, l'inflation, la crise, devaient changer les intérêts économiques du gouvernement. Par les restrictions budgétaires, devenues prioritaires, le gouvernement n'a fait qu'uniformiser à la baisse les conditions de travail de tous ses employés. L'U de M a fidèlement suivi, laissant se détériorer la qualité des services pour comprimer ses dépenses. Les moyens utilisés sont les mêmes partout: on commence par réduire le personnel car les

salaires représentent la majeure partie du budget. Ainsi, on laisse des postes inoccupés puis on les abolit.

Pour pallier à la pénurie de main d'oeuvre créée artificiellement, on engage du personnel temporaire payé à vil prix et que l'on s'empresse de congédier au bout de six mois, afin qu'il n'accède pas à la permanence. On peut économiser aussi en tentant d'obtenir la mobilité du personnel ou encore en préconisant le cumul des postes. Avec le nombre croissant des étudiants et avec un personnel ne suffisant plus à la tâche, il n'est

La détérioration des services et une réduction du personnel ne sont pas les seuls problèmes relatifs aux clauses normatives. L'ancienneté, la sécurité [assurance-salaire], les congés de maternité, l'emploi de sous-contractants [une autre forme d'économie, au détriment surtout des femmes de ménage syndiquées] et d'autres clauses sont à l'enjeu dans les présentes négociations. Ces clauses sont aussi importantes que les clauses salariales car elles sont déterminantes dans les rapports quotidiens patrons-employés à l'U de M.

mercredi dernier révélait d'ailleurs des témoignages très éloquentes sur le sort injuste réservé à la mère-travailleuse dans notre société. L'Etat québécois souscrit à ces injustices envers les travailleuses. Ainsi, dans le secteur tertiaire, les femmes constituent la majorité de la main d'oeuvre; dans certains cas, elles n'obtiennent pas un salaire égal pour un travail égal. Présentement, l'Etat, dans ses offres aux employés d'hôpitaux, accentue les écarts au lieu de les diminuer; une préposée à l'entretien ménager se voit offrir \$143.76 se-

semble donc de diminuer le nombre de femmes au travail.

A l'U de M, les travailleuses réclament une garderie dont les coûts seraient défrayés par l'Université, la garderie étant un service essentiel dans un milieu de travail majoritairement féminin. Egalement les employés de l'Université demandent le plein salaire pour la femme en congé de maternité, soit quinze semaines de plein salaire au lieu des 2/3 versés sous forme d'assurance-chômage. Les employées de l'U de M veulent conserver les droits acquis à la dernière convention [pouvoir garder son poste et son ancienneté] et exigent le droit au congé sans traitement et une période de congés [8 jours ouvrables par année] pour maladie du conjoint ou d'un enfant.

Toutes ces revendications partent du principe que la maternité est une fonction sociale nécessaire à la reproduction de la société et de la main d'oeuvre; les bénéficiaires sont l'Etat et les employeurs. Il serait donc normal que ceux-ci assument certains coûts. Pénaliser sous quelque forme que ce soit les travailleuses enceintes c'est de la discrimination pure et simple.

C'est avant tout pour informer les étudiants du campus que le comité d'information a voulu présenter les enjeux de la lutte des travailleurs de l'U de M. Nous voulons créer un début de solidarité étudiants-travailleurs. Nous souhaitons un échange d'informations: que les étudiants nous fassent part de leurs luttes à l'intérieur des pages des journaux des travailleurs. Dans les prochains numéros de Volume 58, nous apporterons d'autres éléments d'information relatifs à la lutte des employés contre l'Université de Montréal.

par le Comité d'information des employés de l'U de M



## MISE AU POINT SUR LE REGROUPEMENT DES ECONOMISTES PROGRESSISTES

Mise au point sur le regroupement  
des économistes progressistes:

Suite à l'article du volume 58 no.  
15, sur le regroupement des écono-  
mistes progressistes, nous voulons  
compléter les informations données  
par les auteurs, à savoir:

1- Le Rep. a maintenant un local  
permanent au centre social de l'U de  
M, 6e étage, local 6529. Ce local  
nous est prêté par Services-Campus.

2- Nous travaillons à assurer une  
permanence à ce local afin que les  
personnes intéressées à nous rejoin-  
dre puissent le faire n'importe quel  
jour de la semaine. Pour ceux qui  
voudraient nous écrire, l'adresse est:  
Regroupement des économistes  
progressistes

a s Services-Campus  
2332 Edouard-Montpetit

Mtl. P.Q.

3- Le Rep. n'a pas encore publié  
officiellement son manifeste définis-  
sant le pourquoi de sa mise sur pied  
ni le type de travail qu'il veut  
entreprendre; lorsque nous sortirons  
officiellement ce document, nous en  
enverrons une copie au Volume, ainsi  
qu'aux autres organes d'information.

4- Les signatures à la fin de l'article  
peuvent porter à confusion. Nous  
tenons à spécifier que le Rep. n'est  
lié, d'aucune manière, ni au G.M.R.,  
ni à aucun autre groupe politique. Le  
Rep. est un regroupement large  
d'économistes progressistes qui veut  
mener la lutte idéologique au niveau  
de la "science" économique et de  
son application dans la société.

Comité d'organisation du Rep.

## PROJET INITIATIVE LOCALE

L'Atelier libre de peinture pour tous vous invite à peindre et  
à dessiner. Cet atelier situé au 4661 Van Horne, suite 11, est  
ouvert lundi et mardi de 9h. à 17h. et de 19h. à 21h., il est  
fermé le mercredi, jeudi il ouvre de 13h. à 17h. et de 19h.  
à 21h. et vendredi de 9h. à 17h.

Le matériel est gratuit. Inscriptions et renseignements:  
735-4804.

## LE GROUPE DE LA VEILLEE

A toutes les deux semaines, à partir du 30 janvier, le  
Groupe de la Veillée organisera des soirées  
d'improvisation collective. Le Groupe de la Veillée  
est un atelier de recherches sur le travail de l'acteur.  
Ces soirées sont ouvertes à tous. Pour plus de  
renseignements, veuillez téléphoner à 522-2764 ou à  
652-2349.

## Volume 58

Vol. 58 du Quartier Latin, No. 16, 19  
janvier 1976. Les nouveaux collabora-  
teurs sont les bienvenus au Volume 58.  
Les réunions de préparation ont lieu le  
JEUDI à 18 h. au 6ième étage du Centre  
Communautaire [C-6526]. La discussion  
des textes à paraître a lieu le mercredi à 6  
h. au 4023 du Pavillon des Sciences So-  
ciales. Nous lançons une invitation  
spéciale aux gens de l'UQUAM qui sont  
intéressés à venir travailler avec nous.  
Les photos qui paraissent dans le  
journal sont prises avec une caméra  
OLYMPUS OM-1 qu'on peut se procurer  
aux magasins de Services-Campus.

COLLABORATEURS  
Maryse Turcotte  
Pierre Paquette  
Diane Bélanger  
Alexandra Hobden  
Viateur Boutot  
André Lemire  
Michel Desmarais  
COORDONNATEUR  
TECHNIQUE  
Pierre Tourangeau

Impression  
Payette et Simms Inc.

Depôt légal  
BIBLIOTHEQUE NATIONALE.

Composition et montage  
SST Typesetting

# Célébrons le 11e anniversaire de la Révolution Palestinienne



Célébrant le 11e anniversaire du déclenchement de sa lutte armée pour la reconquête de ses droits nationaux, le peuple palestinien ainsi que les autres peuples arabes traversent l'étape la plus décisive dans leur lutte contre l'impérialisme, le sionisme et les forces de réaction locales.

La Résistance palestinienne, sous la direction de l'OLP, fait face actuellement à des complots de liquidation politique et militaires, menés par les impérialistes, les sionistes et les réactionnaires arabes. Mais nous sommes certains que la Révolution palestinienne appuyée fortement par les forces progressistes arabes et mondiales, déjouera tous les complots et comme dans le passé sortira vainqueur.

Convaincus de la victoire finale, célébrons tous ensemble le 11e anniversaire de la lutte héroïque du peuple palestinien.

## Conférenciers:

**M. Youssef,**

de la Fédération des femmes palestiniennes et responsable  
du Croissant Rouge Palestinienne

**Prof. Ibrahim Abouloghod,**

conseiller de la délégation de l'OLP à l'ONU

**Date: Vendredi le 6 février  
à 19:30 hres (7:30 p.m.)**

**Lieu: Auditorium, Pavillon Lafontaine  
1301 Sherbrooke est**

**L'assemblée sera suivie par une soirée culturelle palestinienne et internationale.**

Organisée par: APLQ, Ligue communiste  
(marxiste-léniniste) du Canada, Comité de solidarité avec  
les peuples d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine,

Mobilisation, Association des étudiants iraniens, Comité  
québécois de l'Hôpital Hamchuri et les groupes  
progressistes arabes.

# LE IV<sup>ème</sup> CONGRES NATIONAL DE L'ANEQ

— rapport présenté par le Front Commun des Associations Etudiantes du campus de l'U de M [FCAECUM].

Le IV<sup>e</sup> Congrès National de l'Association Nationale des Etudiants du Québec [ANEQ] a eu lieu en fin de semaine au Collège de La Pocatière sous le thème général:

## PREPARONS-NOUS A LA LUTTE!

Voici quels ont été les grands thèmes abordés lors de ce Congrès, ainsi qu'un aperçu des divers rapports présentés aux délégués. Un compte-rendu de ce Congrès vous sera présenté dans la prochaine édition du journal.

### — L'ORGANISATION

L'ANEQ traverse une période de consolidation organisationnelle, tant aux niveaux local, régional que national. De nombreux colloques régionaux sont organisés pour souligner aux étudiants la nécessité de s'organiser pour lutter. Maintenant l'ANEQ vise à se consolider à travers l'élaboration de méthodes pratiques d'organisation, la formation des militants, l'étude des moyens de pression et les mobilisations auxquelles elle participera.

### — LE RAPPORT NADEAU

Après une enquête approfondie, l'ANEQ a constaté que le Rapport Nadeau est la plus récente et la plus concentrée des attaques lancées contre les étudiants

depuis quelques temps: coupures de budget, politiques restrictives, rationalisation, centralisation, dégradation de la qualité de l'enseignement, etc.; tout cela pour servir un système d'éducation qui ne soit qu'un sous-produit de l'actuelle crise économique. C'est la liquidation pure et simple de l'éducation au Québec: de plus en plus d'étudiants sont jetés à la rue et des conditions toujours plus mauvaises attendent ceux qui restent en milieu scolaire.

L'ANEQ constate également que, malgré le mutisme du ministère de l'Éducation sur la question, le Rapport Nadeau est d'ores et déjà appliqué selon un programme conscient et systématisé.

C'est pourquoi, l'ANEQ s'est engagée à organiser dans les prochains mois, une opposition et une résistance acharnée au Rapport Nadeau.

### — LA SITUATION DE LA JEUNESSE

L'ANEQ souligne l'importance de se préoccuper de la situation de la jeunesse et de la place qu'elle occupe dans la société. Une attention particulière est accordée à la lutte contre le travail de récupération effectué par le gouvernement pour enlever à la jeunesse sa combativité. Le programme est orienté dans le sens de développer

le mouvement de résistance face aux attaques de la machine d'état, en particulier sur les points suivants:

1. l'étude des luttes de la jeunesse contre le fascisme,

2. le développement du travail sur le front culturel progressiste,

3. la propagande contre l'armée,

4. la mobilisation pour le 22 mars, journée internationale des étudiants ainsi que pour l'organisation d'une rencontre sportive étudiante nationale.

5. la préparation de rencontres de masse pour l'été prochain.

### — LA JEUNESSE ET LES POLYVALENTES

L'ANEQ a reconnu l'importance des étudiants du niveau secondaire et, à cet effet, elle a développé une enquête sur la situation actuelle de ces étudiants et sur les luttes qu'ils ont menées par le passé. Par ailleurs, elle développe les contacts entre les étudiants des polyvalentes en vue du futur Congrès des étudiants du Secondaire.

### — L'ANEQ ET LES SERVICES AUX ETUDIANTS [SAE]

Depuis que le gouvernement contrôle les Services aux Etudiants [SAE], il cherche à les orienter pour qu'ils servent ses politiques de restriction. Le mot d'ordre que l'ANEQ lance sur cette

question est à l'effet que les SAE doivent servir de base à toute association étudiante, alors que le travail d'une association doit être de développer les luttes visant à défendre les intérêts des étudiants. Dans ce contexte, l'ANEQ prépare un programme d'ensemble pour aider les associations étudiantes à récupérer totalement les fonds des SAE.

### — LA PEDAGOGIE

Suite aux nombreux mécontentements que soulèvent à travers tout le Québec les questions relatives à la pédagogie, l'ANEQ mène des enquêtes dans toutes les régions. Un rapport national sera rédigé spécifiquement sur cette question: on cherchera alors, à articuler les multiples revendications de façon à pouvoir coordonner les diverses luttes qui seront menées sur ce front.

### — L'ANEQ ET LE FRONT COMMUN DU SECTEUR PUBLIC

Le III<sup>e</sup> Congrès National de l'ANEQ a appuyé les revendications du Front Commun [secteur public et para-public] sur la base de la communauté d'intérêts et de l'unité d'action face à l'ennemi commun. L'une des conditions nécessaires au développement d'une véritable unité d'action consiste à établir des comités inter-syndicaux locaux, tâche à

laquelle l'ANEQ s'est particulièrement affairée.

Les bases de participation des étudiants aux fronts communs locaux sont:

1. favoriser le développement de l'unité entre les étudiants et les travailleurs de l'éducation,

2. encourager la participation des étudiants à l'élaboration des moyens de pression,

3. accroître la coordination des diverses actions en vue d'un meilleur résultat.

Néanmoins, le meilleur appui que les étudiants puissent offrir aux travailleurs consiste à construire et à renforcer leur propre association de défense pour mener à bien les luttes qu'ils entreprendront.

### — L'ANEQ ET LES ASSOCIATIONS ETUDIANTES INTERNATIONALES

L'ANEQ maintient des contacts officiels avec l'Union Internationale des Etudiants et avec l'UNEF [France] au Canada, des liens ont été établis avec les différentes associations étudiantes provinciales du pays en vue d'un travail commun sur l'aide aux étudiants, le chômage étudiant, l'augmentation des frais de scolarité, les restrictions budgétaires, les politiques de dégradation de l'éducation, etc., en vue de développer un front uni de lutte.

## RELANCE DU FRONT COMMUN DES ASSOCIATIONS ETUDIANTES

### 1- RELANCE DU FCAECUM

A sa réunion du 20 janvier le FCAECUM tracait un rapide bilan de son activité de la première session et en arrivait à la conclusion de la nécessité de la relance de la lutte pour l'organisation étudiante universitaire. A cet effet trois comités se mettent en branle: organisation, propagande, financement qui mèneront à bien cette tâche.

Que se passe-t-il présentement à l'université de Montréal? Des problèmes nous assaillent dans presque tous nos départements. En particulier au point de vue pédagogique. Quelle réponse l'administration apporte-t-elle à nos demandes? Elle réagit par l'envoi

de policiers ou des menaces d'annulation de session. D'autre part une grève générale des employés de soutien est imminente. Quel pouvoir avons-nous d'agir sur ces événements? A peu près aucun. Les étudiants se présentent en ordre dispersé face à une administration

bien organisée. De plus sans cohésion entre nous, comment collaborer avec les syndicats pour une lutte favorable aux deux groupes.

Il n'y a pas d'organisation étudiante à l'U de M. Contrairement à toutes les universités québécoises organisées ou en voie de l'être. Une lutte naît toujours d'un groupe restreint. Pour son aboutissement, il lui faut l'appui d'autres étudiants. Une structure dynamique doit encadrer cette solidarité. Et alors les étudiants peuvent vaincre. Que serait notre force si nous étions unis à l'échelle du campus. travaille présentement à la

### 2- APPUI AUX ETUDIANTS DE GEOGRAPHIE

Le FCAECUM dénonce l'attitude rétrograde et répressive de l'administration de l'U de M envers les étudiants du département de géographie. Ce conflit nous concerne tous, car l'attitude de l'administration est la même depuis toujours et renforce la nécessité d'organiser une riposte permanente.

réalisation de cet objectif. Le Front Commun des Associations Etudiantes du Campus de l'Université de Montréal [FCAECUM] regroupe des représentants de plusieurs facultés et départements décidés à construire l'organisation étudiante avec tous les étudiants de l'uni-

versité. Le FCAECUM a soulevé le scandale des SAE l'an dernier. Cet-été, il a tenté de consolider son action. Nous avons constitué des dossiers sur toute la marde qui se brasse à l'U de M [disponibles à Poly à l'AEP, 344-4747], un comité a préparé des prévisions budgétaires

### 3- CONFERENCE DE PRESSE

Une conférence de presse a été tenue conjointement par les étudiants de géographie, le Front Commun et l'ANEQ, le 27 janvier. Les représentants des principaux médias d'information parlés et écrits étaient présents. A cette occasion des membres de l'ANEQ et du FCAECUM [parlant aussi pour le CoCo] ont exprimé leur appui inconditionnel à la lutte des étudiants de géographie et dénoncé les méthodes réactionnaires de l'institution pour régler le conflit. La solidarité qui s'est manifestée à cette occasion laisse présager de mauvais moments à l'administration universitaire si elle persiste dans son intention d'annuler la session des étudiants et de les chasser de l'université.

et une demande de subvention au SAE, etc. . . Cet automne la mobilisation s'est relâchée pour de multiples raisons. Le plan d'action actuel vise à consolider le travail fait l'année dernière en jetant les bases d'une organisation permanente. Pour matérialiser cette idée le FCAECUM a créé divers comités pour informer les étudiants, les aider dans leurs luttes et l'organisation d'associations départementales. A long terme ces unités pourraient s'unir dans une fédération à l'échelle du campus.

Comme politique, nous essayons de résoudre les problèmes immédiats tels que; les conflits pédagogi-

### 4- APPUI A LA LUTTE DES EMPLOYES DE L'U DE M

Les négociations entre l'université et ses employés traînent. Dans le but de les accélérer, les travailleurs débrayaient pour une deuxième fois mercredi passé. Ils résistent aux attaques de l'université-patronne. Face à cette situation le FCAECUM appuie la lutte des employés et invite les étudiants à respecter les lignes de piquetage ou tout autre moyen de pression utilisé par eux.

ques, le problème des SAE et par le fait même la vie étudiante du campus, prendre contact avec l'ANEQ que nous perdons de vue, favoriser l'unité étudiante sur le campus et en dehors, stimuler la solidarité étudiants-travailleurs en donnant des portes-parole aux étudiants.

Donc cette session, le Front Commun reprend ses activités en grande. Des réunions ouvertes à tous ont lieu le mardi soir à Poly, 7:30 au B201. Les représentants d'associations étudiantes et tous les autres sont les bienvenus.

# REPRESSION CONTRE LE VOLUME 58

Nous apprenons en dernière minute que l'U. de M., à la suite de la publication la semaine dernière de l'article sur la maison du recteur, a donné l'ordre aux employés de maintenance de vider les boîtes du VOLUME 58.

D'autre part, l'université a fait parvenir aux doyens et aux chefs de département de l'U. de M. des copies de la lettre envoyée à l'équipe du Volume où elle lui demande de se rétracter. Où l'U. de M. veut-elle en venir? Personne ne le sait. De toutes façons, cette lettre est publiée intégralement en page 12 du présent numéro.

L'équipe du Volume 58.



Richard Doyle  
Biologie

on est 6 millions  
de presque parents,

faut se parler.



# MAISON DU RECTEUR : LAITIE



UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

le 27 janvier 1976

UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

le 27 janvier 1976

-2-

## RECOMMANDEE ET EXPRES

Volume 58 du Quartier latin  
2222 boulevard Edouard-Montpetit  
Montréal

A l'attention de M. Pierre Tourangeau

Messieurs,

L'Université de Montréal dément catégoriquement les informations erronées contenues dans votre article de Volume 58 du Quartier latin no 17 du 26 janvier 1976, intitulé "La maison du recteur".

1° L'Université n'a pas versé une partie du prix d'achat de la maison du recteur. Elle a versé une somme qui devra être intégralement remboursée par le recteur, conformément à son contrat d'engagement.

2° L'Université n'a donné aucun meuble au recteur. Elle demeure seule propriétaire des meubles qu'elle a mis à la disposition du recteur pour la durée de son mandat. Ces meubles sont destinés à certaines pièces de la maison seulement. De plus, le recteur contribue aux frais de l'installation.

3° Les vice-recteurs et le secrétaire général ne sont pas membres du Comité exécutif de l'Université et n'assistent pas à ses réunions lorsque sont discutées leurs conditions de travail. Le recteur actuel n'était pas membre du Comité exécutif lorsque celui-ci a approuvé son contrat d'engagement et n'assistait pas à la séance; seul le vice-recteur à l'administration était présent.

Case postale 6128, Montréal 101

**N.D.L.R.:** L'équipe de rédaction du Volume 58 qui a accepté de publier la lettre de l'U de M en réponse à l'article paru la semaine dernière et intitulé "La maison du recteur," tient quand même à faire remarquer les choses suivantes:

1. S'il est vrai que la somme prêtée au recteur pour l'achat de sa maison est remboursable par celui-ci conformément à son contrat d'engagement, il n'en demeure pas moins que nous nous permettons de trouver inusité ce genre de prêt. Il existe, d'après ce que nous savons, des maisons de finances qui se fendent en quatre pour prêter à des personnes jugées solvables. Serais-ce que le recteur ne l'est pas? La question que nous posons ici est la suivante: Y-a-t-il un intérêt perçu par l'U de M sur le prêt de \$45 000 que celle-ci a consenti au recteur pour l'achat de sa maison? Sinon, comment expliquez-vous ce genre de privilège?
2. En ce qui concerne l'achat des meubles pour la résidence Woodlea, vous prétendez que le recteur participe aux frais d'installation. Dans quelle mesure? A combien exactement se chiffrent les montants investis dans les deux projets 7850 et 7851? Seriez-vous gênée de le dévoiler Madame la Secrétaire Générale?
3. D'ailleurs votre lettre ne fait pas mention du fait que les numéros de dossiers sont des faux ni du fait que les sommes affectées aux projets 7850 et 7851 ont été prélevées à même différents budgets de l'université. Serais-ce que vous ne démentez pas ces informations?
4. Si les vice-recteurs et la secrétaire générale de l'université ne sont pas membres du comité exécutif de l'U de M, qui a part le recteur en est membre? D'ailleurs, toute cette histoire n'est pas claire puisque nos renseignements concernant l'exécutif et les

4° Comme on le sait, une forte majorité des universités canadiennes importantes logent leur recteur dans une maison de l'université, comme la chose se fait très couramment dans un grand nombre de pays. L'Université de Montréal a elle aussi reconnu depuis longtemps que son recteur doit pouvoir accueillir des visiteurs dans un cadre approprié à sa fonction. Dans le passé, elle a tantôt fourni une maison au recteur et tantôt contribué autrement à son logement.

En ce qui concerne le recteur actuel, la deuxième formule a été retenue, selon des modalités stipulées dans un contrat dûment signé avant son entrée en fonction. Les contrats d'engagement individuels ne sont pas rendus publics.

5° Par ailleurs votre article mentionne, par le truchement d'insinuations, un énoncé selon lequel des "mauvaises langues prétendent que la maison de la rue Woodlea ne serait pas sans rapport avec certains contrats de construction accordés par l'Université". Pareil énoncé est dénué de tout fondement et de plus révèle une méconnaissance totale de la procédure rigoureuse suivie par l'Université pour l'octroi de contrats de construction.

Compte tenu de ce qui précède, nous exigeons par la présente une rétractation des allégations ou insinuations totalement inexacts, libelleuses et mensongères par la publication intégrale de la présente lettre dans votre prochaine édition du Volume 58 du Quartier latin, à défaut de quoi l'Université se réserve tous ses recours légaux en dommages ou autrement contre l'éditeur, l'imprimeur, les distributeurs et les auteurs de l'article.

cc Collaborateurs de Volume 58:

Maryse Turcotte  
Pierre Paquette  
Diane Bélanger  
Alexandra Hobden  
Viateur Boutot  
André Lemire  
Michel Desmarais  
Payette et Simms Inc., imprimeurs  
SST Typesetting

Le secrétaire général,

*Juliette Barcelo*

Juliette Barcelo

salaires des cadres supérieurs de l'université de Montréal nous viennent directement du bureau de l'information de notre chère institution [organe officiel de propagande]. Entre vos informations et celles de votre Politbureau, lesquelles faut-il croire?! Les vôtres bien sûr! Mais s'il vous plaît, que ne donnez-vous les renseignements exacts au bureau de l'information!? Cela éviterait des malentendus et nous pourrions poser les bonnes questions dès le début.

De toute façon, vous avez beau dire que les termes des contrats individuels d'engagement ne sont pas rendus publics [rappelez vous que les dernières informations de ce genre à avoir été dévoilées l'ont été à la CECO: cf.: bouncers, stationnement-Poly], pourtant s'ils l'étaient, vous auriez moins à vous inquiéter des rumeurs et des dénonciations de toutes sortes qui circulent sur le campus. Nous, nous considérons que ces "choses" sont d'intérêt public. Si vous serviez de votre journal officiel pour informer vraiment la "communauté universitaire", les choses ne se passeraient sûrement pas de la même façon et FORUM nous présenterait très certainement chaque semaine autre chose qu'un contenu insipide et vide d'intérêt.

Quoi qu'il en soit, nous exigeons toute la lumière sur toute cette affaire par la publication intégrale des contrats du recteur et des officiers supérieurs de l'université, à défaut de quoi nous nous verrons dans l'obligation de publier d'autre "dossiers chocs" qui, nous l'espérons et n'en doutons point, saurons vous intéresser au plus haut point.

Bien à vous,  
L'équipe de rédaction.